



Graffiti dans le centre-ville de Beyrouth. Crédit photo : Pablo Tosco/Oxfam 2021.

LA POTION MAGIQUE D'AUSTÉRITÉ ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Discours qui perpétuent la capture politique et les inégalités au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Diana Kallas

Oxfam

Les discours dominants promouvant la croissance économique aux dépens des institutions publiques et des services sociaux essentiels étayent depuis longtemps un modèle néolibéral d'endettement et d'austérité galopants dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Ce modèle exacerbe la capture politique et les inégalités et prend forme dans un contexte de concentration des médias et de contraction de l'espace civique. Il est important que les mouvements pour le changement comprennent les discours dominants de manière à les contester et à les faire évoluer. Avec les bons outils, les organisations de la société civile, les militant-es, les influenceurs et influenceuses et les médias alternatifs peuvent commencer à transformer les mythes et les croyances qui structurent le débat socio-économique et pré-déterminent les choix de politiques publiques qui sont acceptés comme possibles et légitimes, et ceux qui ne le sont pas.

RESUME

Cela fait des décennies que les pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) supportent une lourde dette et une austérité galopante. Les sévères mesures d'austérité et la fiscalité régressive ont été le prix à payer pour assurer la solvabilité des états envers les crédateurs étrangers. Ces mesures ont fait peser le fardeau financier sur les personnes les plus vulnérables et privé des millions de personnes d'accès aux services de base ou à la protection sociale. La région MENA est la seule partie du monde où l'extrême pauvreté a augmenté au cours de la dernière décennie. Pour faire face à cette dure réalité, des programmes de lutte contre la pauvreté ont été déployés, plutôt qu'une protection sociale universelle jugée trop coûteuse.

Les discours dominants pour justifier ce modèle néolibéral d'austérité et de croissance du secteur privé sont tenus aux dépens d'un secteur public déjà affaibli. Ils sont particulièrement mis en avant par les programmes du FMI dans des pays comme l'Égypte, la Jordanie et la Tunisie. Ce modèle semble toutefois renforcer les rapports de force existants au sein des pays, exacerbant l'accumulation du pouvoir et des ressources aux mains d'une minorité. Avec 37 milliardaires possédant autant de richesses que la moitié la plus pauvre de la population adulte, la région MENA est l'une des plus inégalitaires au monde¹.

Les discours dominants servent une idéologie qui favorise un certain groupe social. Les cadres idéologiques permettent aux élites d'influencer le processus politique et le discours en faisant en sorte qu'il y ait une adoption générale des idées qui légitiment une politique publique qui leur est favorable. Ils définissent un cadre narratif (un « régime de vérité ») qui détermine quel type de discours est accepté comme vrai et quel type de personnes ou de sources d'information sont acceptées comme figures d'autorité de cette vérité. Ces discours sont un instrument de pouvoir.

Il est important non seulement de comprendre ces discours dominants, mais aussi de les contester et de les faire évoluer. Avec les bons outils, les mouvements pour le changement peuvent instiller de nouvelles règles de légitimation de la vérité dans le discours public et la conscience collective. Pour commencer à faire évoluer les discours, il est important de comprendre ce sur quoi ils sont construits et comment ils sont façonnés.

LE DISCOURS DOMINANT : LAISSER FAIRE LE SECTEUR PRIVÉ

Dans la région MENA, le discours économique dominant promeut l'austérité et l'investissement privé comme moteurs de la croissance économique. Il repose sur des messages simples qui sont facilement relayés par les médias grand public. Selon plusieurs organisations de la société civile (OSC) venant de toute la région, ce discours érode la conscience de classe et accuse les tranches défavorisées de la société d'être responsables des crises économiques. Ce discours fait l'éloge de l'individualisme en mettant l'accent sur la méritocratie et en niant le rôle des inégalités structurelles et du capital culturel. Il nourrit en outre des sentiments d'anxiété et de désespoir.

Il s'appuie sur un argumentaire et des croyances qui délimitent le cadre du débat politique. Il soutient qu'il n'existe pas d'alternative à l'austérité en raison des ratios dette/PIB élevés. Il dépeint l'État comme intrinsèquement corrompu et mauvais en affaires, tout en promouvant la croissance et la création d'emplois par le secteur privé comme la solution, parallèlement à des mesures de réduction de la pauvreté. Il affirme que le déficit public est dû à un secteur public surdimensionné et corrompu (détournant ainsi l'attention du public de la véritable charge fiscale imputable au service de la dette), que c'est la taille de l'économie qui compte plutôt que l'ampleur de la dette, et

que les impôts sur le revenu et la fortune feront fuir les investisseurs, si bien qu'il est préférable de taxer la consommation.

Le FMI joue un rôle important dans l'élaboration de ces discours dominants, que ce soit par sa contribution à la pensée économique mondiale ou plus spécifiquement par ses conditions de prêt et ses conseils politiques aux pays. La position du FMI a récemment évolué : il reconnaît désormais que les politiques néolibérales ont contribué à creuser le fossé entre les riches et les pauvres. Mais ce changement doit encore se matérialiser dans le travail du FMI au niveau national, qui reste dans une large mesure ancré dans le discours néolibéral classique.

UN DISCOURS CONFISQUÉ : CONCENTRATION DES MÉDIAS ET ESPACE CIVIQUE

La propriété des médias et la publicité jouent un rôle important dans la propagation des discours dominants. On observe une forte concentration de la propriété et de l'affiliation politique des médias dans des pays tels que le Liban, l'Égypte, la Tunisie et le Maroc, ce qui se reflète dans le contenu politique et socio-économique des médias grand public.

Les gouvernements de la région MENA utilisent également d'autres leviers de pouvoir pour s'assurer qu'un seul discours prévaut dans la société, par exemple en exerçant un contrôle politique sur les syndicats. Tout cela s'inscrit dans un espace civique limité, qui est en soi un indicateur de la domination du gouvernement sur le discours public dans la plupart des pays de la région. L'outil Monitor de CIVICUS qualifie l'espace civique national de « fermé » en Égypte et d'« obstrué » en Jordanie, au Liban, au Maroc et en Tunisie².

LE MOMENT EST VENU DE SE RÉAPPROPRIER LE DISCOURS

Dans ce contexte de contraction de l'espace civique et de domination d'une élite sur les médias grand public, les OSC, les militant-es, les influenceurs et influenceuses et les médias alternatifs s'attachent à combler un vide important dans le discours public et réfléchissent constamment à la manière de bousculer une conscience collective façonnée par des décennies de capture politique. Changer le cadre narratif implique de s'attaquer au régime de vérité dominant et de bousculer les valeurs, les mythes, les croyances et les réflexions du quotidien qui délimitent le débat socio-économique et pré-déterminent les choix de politiques publiques qui sont acceptés comme possibles et légitimes, et ceux qui ne le sont pas.

La première étape de ce changement consiste à déconstruire le discours dominant. Il s'agit notamment de comprendre le rôle de ce discours dans la capture politique et de dénoncer les réseaux d'intérêts qui en bénéficient, d'analyser les outils médiatiques et narratifs utilisés pour véhiculer ce discours et de démystifier les arguments avancés en sa faveur.

La deuxième étape consiste à se réapproprier le cadre narratif en élaborant un nouveau discours. Il est possible d'élaborer un contre-discours puissant à condition de dépasser la simple déconstruction du discours dominant pour promouvoir un discours et un cadre de réflexion différents. Il s'agit d'un effort à long terme pour faire évoluer la culture et préparer le terrain pour voir germer une nouvelle mentalité, sous la forme d'un nouveau contrat social avec une nouvelle perspective sur les droits socio-économiques, comme expliqué plus bas.

- **Construire un nouveau discours.** Cela signifie tester de nouveaux cadres et identifier de nouveaux messages clairs ; instaurer un nouveau vocabulaire (expressions, mots à la mode) pour façonner un nouveau récit qui s'adresse à l'imagination du public et ouvre un nouveau

champ de possibilités dans la conscience collective ; harmoniser le discours général parmi les militant-es, les mouvements et les organisations ; et identifier le principal public cible et les principales voix influentes pour porter le message.

- **Remettre en cause les régimes de vérité et élargir le champ du possible.** Il s'agit de trouver une accroche émotionnelle forte qui puisse aider les gens à intérioriser le nouveau discours, par exemple, en reliant les questions macroéconomiques à la façon dont elles se manifestent dans leurs expériences quotidiennes. Cela peut se faire par le biais d'alliances avec des journalistes et des médias alternatifs. Il est également important de lutter contre la peur du changement et de l'inconnu et d'accréditer l'idée forte selon laquelle le changement est possible.
- **Statistiques.** Il est essentiel de définir une position commune sur les indicateurs d'inégalité multidimensionnels et intersectionnels et sur la méthodologie statistique, et de faire pression pour qu'ils soient adoptés par les décideurs et les décideuses.

La troisième étape consiste à œuvrer à la création d'un environnement propice à un changement structurel et transformateur. Il s'agit de chercher à instaurer de véritables contre-pouvoirs sociaux et de trouver les failles dans le système qui permettront progressivement aux contre-discours d'atteindre un plus large public et de faire la différence.

- **Joindre l'acte à la parole : développer une présence significative sur le terrain** en déployant des actions de terrain solides qui véhiculent le message tout en appliquant à petite échelle les valeurs d'un modèle socio-économique juste et équitable.
- **Construire des cadres narratifs au-delà des frontières.** Les coalitions, campagnes et réseaux régionaux et internationaux qui cherchent non seulement à mobiliser l'opinion publique internationale sur les questions de la dette et de l'austérité dans les pays à revenu faible et intermédiaire, mais qui vont également au-delà pour identifier des discours communs qui unissent les peuples du Sud et du Nord, peuvent contribuer à changer la donne.

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été rédigé par Diana Kallas. Oxfam remercie Cristina Rovira Izquierdo, Nabil Abdo, Hernan Cortes Saenz, Nadia Daar, Manal Wardé, Anna Chernova, Noha El-Mikawy, Yara Shawky, Seifeddine Bentili, Kathryn O'Neill et Helen Bunting pour leur assistance dans sa production.

NOTES

1 CESAO (2020), *A Solidarity Tax to Address the Impact of COVID-19 on Poverty in the Arab Region*.
https://archive.unescwa.org/sites/www.unescwa.org/files/20-00187_covid-19-policy-brief-en.pdf

2 CIVICUS Monitor. (2021), *National Civic Space Ratings*: 42 pays classés comme « ouverts », 40 classés comme « rétrécis », 46 classés comme « obstrués », 45 classés comme « réprimés » et 23 classés comme « fermés ».

RAPPORTS DE RECHERCHE D'OXFAM

Les rapports de recherche d'Oxfam sont rédigés dans le but de partager des résultats de recherches, de contribuer au débat public et d'inciter à commenter les problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires. Ils ne reflètent pas nécessairement les positions d'Oxfam en matière de politiques. Les opinions exprimées sont celles de l'auteure et non pas nécessairement celles d'Oxfam.

Pour plus d'informations ou pour réagir à ce rapport, envoyez un courriel à advocacy@oxfam.org.

© Oxfam International, novembre 2021

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous le numéro ISBN 978-1-78748-832-8 en novembre 2021.

DOI : 10.21201/2021.8298

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Traduction et relecture : eXceLingua (Pierre Le Grand et Jérôme Richard) et Barbara Scottu.

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 21 organisations qui travaillent avec leurs partenaires et alliés pour aider des millions de personnes à travers le monde. Ensemble, nous combattons les inégalités pour mettre fin à la pauvreté et aux injustices, aujourd'hui et sur le long terme, pour un futur à égalité. Pour de plus amples informations veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org.

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)

Oxfam Aotearoa (www.oxfam.org.nz)

Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)

Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)

Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)

Oxfam Canada (www.oxfam.ca)

Oxfam Colombie (lac.oxfam.org/countries/colombia)

Oxfam France (www.oxfamfrance.org)

Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)

Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk)

Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)

Oxfam IBIS (Danemark) (www.oxfamibis.dk)

Oxfam Inde (www.oxfamindia.org),

Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)

Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)

Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)

Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)

Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)

KEDV (www.kedv.org.tr)